

FABRIQUER LA CROISSANCE AUTREMENT

Nous avons déjà eu à observer que l'investissement est l'un des facteurs, sinon le principal facteur de croissance d'une économie. Et bien évidemment, une croissance économique de qualité repose sur un investissement productif, c'est-à-dire un investissement qui produise des richesses, des marchandises et des emplois. La croissance dans notre pays repose principalement sur la dépense publique qui finance un investissement public, c'est-à-dire, dans notre nomenclature, un investissement d'infrastructures de base : routes, écoles, hôpitaux, adduction d'eau potable, connexion pour distribution de gaz et électricité, etc.

Bref, des investissements qui ne produisent pas directement des marchandises, des biens exportables ou consommables localement, et dont le retour sur investissement est insaisissable et qui ne produisent pas les conditions de leurs reproductions.

Notre économie n'investit pas productivement de manière suffi-

sante. Nos policy-makers croient trouver la solution à cette carence dans l'appel obstiné à l'investissement étranger (IDE). Est-ce là une bonne orientation ? Et si oui, est-ce que nos décideurs font réellement ce qu'il faut pour attirer les IDE sur le site Algérie ? Nous savons que non puisque le climat des affaires dans notre pays est jugé, chaque année et depuis plus de dix ans, mauvais et peu attractif par la Banque mondiale qui consacre chaque année une enquête internationale à ce sujet. De plus, nous savons que pour les investisseurs étrangers, seules comptent les réelles possibilités offertes par le pays d'accueil de réaliser des taux de profit substantiels, meilleurs ici qu'ailleurs. Et les firmes internationales évaluent ces possibilités de profit à l'aune d'un certain nombre de facteurs identifiés depuis fort longtemps.

Les investisseurs étrangers exigent d'abord une bonne lisibilité des perspectives économiques du pays d'accueil, ensuite une stabilité politique, puis

des taux de croissance économique intéressants dans ce pays d'accueil et enfin, un coût du travail compétitif pour une main-d'œuvre de bonne qualification. Le reste, tout le reste est secondaire : l'amitié qui peut lier des chefs d'Etat, les campagnes de publicité et de marketing qui vendent la bonne image du pays d'accueil, etc. Tout cela n'a pas d'impact réel.

Est-ce que l'économie algérienne satisfait actuellement aux exigences des investisseurs étrangers ?

Est-ce que notre économie peut aujourd'hui constituer une terre d'accueil pour les délocalisations qu'opèrent les entreprises internationales. Bref, est-ce que l'économie algérienne est attractive ?

La réponse est malheureusement négative. La croissance économique est, en Algérie, encore molle, c'est-à-dire en deçà des potentialités de l'économie ; la stabilité politique est toujours un objectif encore non atteint ; la stabilité économique que (c'est-à-dire un contexte éco-

nomique non inflationniste et des fondamentaux solides) est fragile ; la lisibilité des perspectives économiques algériennes est impossible, par manque de travaux de projection et de plans à moyen et long terme. Enfin, la main-d'œuvre algérienne est, certes, à bon marché, mais elle est aussi de faible productivité.

Face à cette situation défavorable de l'Algérie, les pays comparables sont nettement plus compétitifs, Maroc, Tunisie, Egypte, Afrique du Sud constituent en Afrique les principaux pays d'accueil des IDE. Dès lors, miser sur les IDE pour trouver le nouveau chemin de croissance de l'économie algérienne serait lui faire prendre un risque trop grand et augmenterait les retards déjà importants, accumulés dans le domaine de l'investissement productif.

Sans rejeter la recherche d'IDE qui contribuerait à la construction de la nouvelle économie algérienne, positivement intégrée au processus de mondialisation, il faudrait faire le pari des investisseurs

nationaux qui attendent de pouvoir réaliser leurs innombrables projets.

On sait que des milliers de projets de PME/PMI "bien ficelés et très utiles, pour la plupart d'entre eux", pour reprendre une observation d'un cadre de l'Andi, dorment dans les tiroirs de nos diverses administrations pendant que leurs promoteurs piaffent d'impatience. Imaginons un instant que l'exécutif se mobilise sur l'investisseur algérien et qu'il mette en place toutes les conditions qui facilitent la réalisation des projets en attente : ce sont des milliers de nouvelles entreprises qui ouvriront leurs portes embauchant des milliers de chômeurs diplômés et qualifiés. Et sans attendre qu'une problématique nouvelle stratégie industrielle prenne forme et soit mise en œuvre, on peut immédiatement relancer, sur de nouvelles bases plus robustes, la croissance économique, l'emploi et les exportations hors hydrocarbures.

Sélectionner 3 000 projets de PME/PMI



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

chaque année puisés dans le portefeuille des projets en attente à l'Andi, mettre en place un comité ad hoc rattaché au ministère des Collectivités locales, ayant mandat de suivre de très près la réalisation de ces projets, et tenu à l'obligation de résultat, réunir toutes les conditions pour réussir ce programme : tout cela est tout à fait réalisable ici et maintenant c'est le Premier ministre français qui déclarait récemment : "Il nous manque en France 1 million d'entreprises et c'est là que résident les gisements de croissance et d'emplois". Il faut rappeler qu'en France il se crée chaque année 170 000 PME. Les chiffres pour l'Italie et l'Espagne sont encore plus élevés.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



ENCORE ! ENCORE !

«Face à la grogne, les responsables du FLN ont décidé de réagir.»

Les dobermans ?

Pressé comme un citron par les journalistes, Belkhadem a craqué : «Oui ! Le président de la République a bien supervisé les listes FLN. Je vous l'ai déjà dit ! Vous voulez que je vous le répète en anglais ?» Non, Monsieur Abdelaziz ! Pas la peine de nous traduire en anglais votre désarroi, votre détresse profonde, votre infinie tristesse, votre incommensurable déception, votre abyssal désenchantement, votre infinie lassitude, votre insondable colère contrite, votre immense rancœur, votre indescriptible désespoir. Laissez-nous juste les apprécier dans les langues arabe et française. Cela suffit à notre bonheur. Pour le moment. Vous voir, Monsieur Abdelaziz, cafter le chef de l'Etat, cligner des yeux discrètement en direction de son portrait accroché au-dessus de votre tête comme pour dire aux journalistes «c'est pas moi, c'est lui, mais ne répétez surtout pas que je vous l'ai dit», c'est tout simplement orgasmique. Il y a de la «cour de récré maternelle» dans votre comportement en ce

moment. Affecté d'office au piquet, au fond de la classe, vous balancez d'une jambe à l'autre, torturé entre l'envie de tout nous avouer sur le rôle de Abdekkha dans la confection des listes FLN aux législatives et la peur de vous retrouver HS, hors service pour demain, pour le 17 mai et pour les siècles suivants. Votre trouble, votre inconfort me remplissent d'aise. Car, vu d'en bas, vu de chez nous, vu des plaines que vous avez toujours surplombées de votre arrogance, c'est toujours un intense plaisir de vous regarder vous manger les orteils entre vous, vous boudier les uns les autres, vous détester aussi féroceusement. Ça nous aide ensuite à mieux pouffer lorsque, au lendemain de scrutins, vous vous acharnez à nous convaincre qu'il n'y a d'autre programme, d'autre bible et d'autre Coran sur votre table de chevet que le seul programme du président. A vous voir aujourd'hui baisser la tête, grommeler, vous gratter nerveusement la barbe et virer vert-gris du pigment, nous savons que vous ne dites pas la vérité. Et ce spectacle-là, je l'avoue, j'en suis fou, j'en raffole et en redemande sans modération. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.